

# **La responsabilité reposant notamment sur les épaules de la « gauche de Syriza » en Grèce rend nécessaire une solidarité multiforme**

jeudi 16 juillet 2015, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juillet 2015).

Alors que le débat au Parlement grec se déroule ce mercredi après-midi 15 juillet, il est important de prendre connaissance de la déclaration du ministre de la Reconstruction productive, Panagiotis Lafazanis [1], et celle d'une majorité absolue du Comité central de Syriza [2], ce d'autant plus que la tendance à marginaliser le parti de coalition qu'est Syriza à l'avantage des instances exécutives est affirmée depuis quelques mois.

Le seul argument mis en avant par Alexis Tsipras dans son intervention télévisée du 14 juillet avait trait à une possible ouverture pour une restructuration dite importante de la dette. Une restructuration qui n'entrerait en vigueur qu'une fois le coup de massue – ou les obus de la Grosse Bertha (*Dicke Bertha*) – des contre-réformes aurait écrasé la société. Ce genre de promesse avait déjà été fait en 2012 lors du second mémorandum. Angélique Kourounis, correspondante de Radio France à Athènes, utilisait une métaphore illustrant le dilemme quotidien auquel font face les Grecs : manger du yaourt blanc, qui est exonéré de la TVA à 13%, ou manger du yaourt sucré, au prix salé par une TVA à 13%.

Au sein même des instances européennes, les prévisions sur l'économie grecque sont claires : une nouvelle récession entre 2 et 4%. Donc, une impossibilité de dégager un excédent primaire (solde budgétaire en pour cent du PIB avant le service de la dette) de 3,5% en 2018. Cet objectif a une tonalité politique, comme l'ensemble du diktat. Et les analyses macroéconomiques prévisionnelles de cet accord sont aussi fantaisistes que les prédictions sur les taux de change à 10 ans. Aujourd'hui, la société grecque est enfoncée dans une crise analogue à celle des années 1930 où se mélangent la colère, la résistance, le mécontentement, la déprime. A quoi s'ajoute une crise de leadership du côté des partis de la droite (Nouvelle Démocratie, Pasok, To Potami) et de Syriza. Simultanément, l'Etat est désargenté et les banques sont plongées dans une situation d'illiquidité, largement pilotée par la politique de la BCE. Une façon de mettre l'économie grecque sur la voie du Grexit, ce à quoi plus des acteurs économique-politiques de l'Union européenne ont déjà réfléchi.

La capacité d'initiative, dans cette situation difficile et complexe, avant tout de la gauche de Syriza, mais aussi de composantes d'Antarsya – à laquelle il faut ajouter la fraction organisée combative du mouvement syndical (META) – va jouer un rôle tout à fait important pour tracer les prochains pas, ceux nécessaires à toute perspective effective. Sauf à penser que des plans alternatifs parachutés tomberaient à l'endroit et au moment voulu, ce que les expériences militaires démentent. Enfin, les néonazis « anti-austérité » d'Aube dorée, qui reste le troisième parti dans les sondages, peuvent apparaître – si les dynamiques centrifuges dans la société grecque aboutissent à masquer sur une certaine durée les affrontements de classes – comme un recours pour des secteurs sociaux. Les partis ayant constitué les précédents gouvernements, tout en votant ce troisième mémorandum, pourraient affirmer : « Si l'acceptation de cet accord est dictée par la volonté de rester dans le cercle de l'euro, nous aurions pu le faire à moindre prix. » La crédibilité de cette affirmation n'est

pas grande aujourd'hui, mais elle peut s'accroître.

La responsabilité reposant sur les épaules de la « gauche de Syriza » et des forces qui peuvent agir de manière unitaire rend encore plus nécessaire une solidarité multiforme de la part des « éléments » de la gauche radicale européenne. Dans le secteur public, des débrayages ont eu lieu dans la santé, les transports, l'administration, même si la manifestation entre midi et 15 heures était limitée. Par contre, sur la place Syntagma, et face au Parlement, la manifestation de ce soir, dès 20h30, est importante. Dans le haut de la place se concentrent la gauche de Syriza, les forces syndicales ; dans le bas, le PAME, le front du KKE. Au moins ils sont réunis, sur le même lieu. A cette occasion, la réapparition des forces de police, à sa façon, est une indication de la nouvelle phase.

**Rédaction de A l'Encontre**

---

---

**P.-S.**

\* <http://alencontre.org/>

---

## Notes

[1] Disponible sur ESSF (article 35440), [Grèce : « Retirez l'accord ! » - Déclaration du ministre de la Reconstruction productive](#).

[2] Disponible sur ESSF (article 35436), [Grèce : une majorité des membres du comité central de Syriza rejettent l'accord](#).